

**Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche**  
477 Boulevard de la Dollée  
BP 70271  
50001 Saint-lô

Saint-lô, le 15/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **APTAR STELMI**

rue du bocage  
50370 BRECEY

Références : 2024-033  
Code AIOT : 0005303800

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2023 dans l'établissement APTAR STELMI implanté Rue du Bocage 50370 Brécey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- APTAR STELMI
- Rue du Bocage 50370 Brécey
- Code AIOT : 0005303800
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise APTAR STELMI est spécialisée dans la production de composants en caoutchouc destinés à l'emballage pharmaceutique (bouchons, protèges-aiguilles et pistons).

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets des eaux résiduaires – Respect des valeurs limites

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 4.3.9.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
2	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles inopinés réalisés sur le site font apparaître des dépassements des valeurs limites réglementaires prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 décembre 2014 concernant le point de rejet n°2 vers la STEU sur les paramètres débit, pH maximum, fer+alu (concentration et flux) et, dans une moindre mesure, flux de MES.

L'exploitant a lancé des études relatives à la gestion globale de l'eau sur le site (prélèvements, recyclage et rejets). Les actions correctives sont attendues pour 2024.

Des points réguliers sont réalisés entre l'exploitant et l'inspection des installations classées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle inopiné

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pose matériel
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
<b>Constats :</b> L'exploitant a laissé accès aux installations afin de permettre à l'inspection de se dérouler dans de bonnes conditions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Contrôle inopiné

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépose matériel
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
<b>Constats :</b> Le matériel installé par le laboratoire pour le contrôle inopiné est resté intact et n'a pas été déplacé.  Le volume prélevé est suffisant pour permettre les analyses par le laboratoire en charge du contrôle inopiné et le laboratoire de l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépassements et actions correctives
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les dépassements ponctuels déclarés sous Gidaf font l'objet de commentaires identifiant leurs causes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b> Les déclarations sont transmises dans les délais via l'application Gidaf.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
<b>Constats :</b> Le suivi du débit, du pH et de la température a été étudié dans le cadre de l'inspection relative à la conformité des installations en place "Chaîne de mesure".  Les fréquences de contrôles des autres paramètres définies à l'article 10.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 décembre 2014 sont respectées.
<b>Observations :</b> L'ensemble des opérations de contrôle des effluents étant réalisées par des laboratoires agréés (dans le cadre des contrôles inopinés ou de la surveillance habituelle), les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'échantillonnage n'ont pas fait l'objet de vérification.  De même, le contrôle de recalage, demandé par l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, n'est pas nécessaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Contrôle inopiné****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 4.3.9.1**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect VLE**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies.

**Rejet n°1 - Eaux industrielles de lavage des bouchons vers le milieu naturel**Débit maximal journalier : 120 m<sup>3</sup>/j

Paramètres	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)
Matières en suspension (MEST)	35	4,2
Demande biologique en Oxygène (DBO <sub>5</sub> )	20	2,4
Demande chimique en oxygène (DCO)	125	15
Ammonium (exprimé en NH <sub>4</sub> )	0,5	0,06
Azote global (NGL)	15	1,8
Orthophosphate (exprimé en PO <sub>4</sub> )	25	3
Phosphore (exprimé en P)	10	1,2
Manganèse et composés (en Mn)	1	0,12
Fer, Aluminium et composés (en Fe+Al)	5	0,6

**Rejet n°2 - Eaux de rinçage de l'atelier d'ébarbage vers la station d'épuration urbaine (STEU)**Débit maximal journalier : 75 m<sup>3</sup>/j

Paramètres	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
Matières en suspension (MEST)	135	10
Demande biologique en Oxygène (DBO <sub>5</sub> )	540	40
Demande chimique en oxygène (DCO)	940	70
Azote global (NGL)	11	0,8
Phosphore (exprimé en P)	50	4
Fer, Aluminium et composés (en Fe+Al)	5	0,4
Indice phénols	0,1	7,5 g/j

**Constats :**

Les résultats du contrôle inopiné ont été transmis le 5 août 2023.

Les rejets vers la STEU présentent des légers dépassements des valeurs limites autorisées de la concentration et du flux pour le paramètre Fer+Aluminium.

En effet, les eaux du forage sont chargées en fer et nécessitent une déférisation avant l'envoi vers le process. Les dépassements proviennent des eaux de lavage du filtre à sable de la déférisation.

L'exploitant a consulté plusieurs prestataires afin de déterminer les possibilités de traitement des effluents du site pour un retour à des concentrations conformes.

**L'exploitant transmet, sous 3 mois, un point d'avancement à l'inspection des installations classées.**

Lors du contrôle inopiné au niveau du rejet en sortie de lagunes, l'obturation du manchon (amas de feuilles) a perturbé le prélèvement. Par conséquent, la conformité du rejet vers le milieu naturel n'a pas pu être vérifiée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois